
Les lieux du politique en Europe médiane (XIX^e-XX^e siècles) : introduction

Sites of Politics in Central Europe (19th-20th centuries): introduction

Matthieu Boisdrón



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoirepolitique/10626>

ISSN : 1954-3670

Éditeur

Centre d'histoire de Sciences Po

Référence électronique

Matthieu Boisdrón, « Les lieux du politique en Europe médiane (XIX^e-XX^e siècles) : introduction », *Histoire Politique* [En ligne], 49 | 2023, mis en ligne le 01 février 2023, consulté le 24 mai 2023. URL : <http://journals.openedition.org/histoirepolitique/10626>

Ce document a été généré automatiquement le 24 mai 2023.



Creative Commons - Attribution - Partage dans les Mêmes Conditions 4.0 International - CC BY-SA 4.0
<https://creativecommons.org/licenses/by-sa/4.0/>

Les lieux du politique en Europe médiane (XIX^e-XX^e siècles) : introduction

Sites of Politics in Central Europe (19th-20th centuries): introduction

Matthieu Boisdron

- 1 L'autonomisation des pays d'Europe centrale, orientale et balkanique, établie au moment de l'effondrement des systèmes politiques communistes puis de la dissolution de l'Union soviétique, leur confère depuis ce moment une capacité politique relativement inédite dans leur histoire, si l'on excepte les premières (et courtes) indépendances expérimentées dans les années 1920 et 1930, en raison de la dissolution des empires centraux après la Première Guerre mondiale. Avec l'élargissement de l'Union européenne en 2004, puis le retrait du Royaume-Uni de cette même organisation en 2020, l'espace politique européen, initialement très atlanto-centré, s'est progressivement mais résolument décentré vers l'Est. Longtemps tenus pour quantité négligeable en raison de leurs faiblesses économique et démographique¹, les pays d'Europe centrale, orientale et balkanique, qui sont devenus à la fois des marchés convoités sous l'effet du rattrapage économique et des zones de production attractives en raison de leurs faibles coûts salariaux, ont parallèlement, progressivement et pleinement investi le jeu politique et diplomatique européen, quitte à désormais parfois le bousculer depuis Budapest ou Varsovie. L'invasion de l'Ukraine par la Russie le 24 février 2022, puis le statut de candidats à l'Union européenne accordé le 24 juin de cette même année à l'Ukraine et à la Moldavie, sont venus confirmer le rôle essentiel que cette région joue aujourd'hui et qu'elle est indéniablement amenée à jouer à l'avenir.

L'Europe médiane ou le dépassement de la dialectique centre/périphérie

- 2 L'espace considéré souffre d'abord de l'incertitude et de la multiplicité des définitions dans lesquelles on le tient, selon que l'on parle d'Europe centrale, d'Europe orientale, d'Europe de l'Est, d'Europe danubienne, de pays d'Europe centrale et orientale (PECO), d'Europe du Centre-Est ou même d'*East Central Europe* ou de *Mittleuropa*. Si les Balkans – parfois dissociés de cet ensemble – apparaissent comme mieux localisés, car circonscrits à la péninsule de l'Europe du Sud-Est, ses frontières restent elles aussi discutées dans leur partie septentrionale notamment. Cet espace est donc construit mentalement à partir du moment où s'opère la division de l'Europe en sous-ensembles géographiques, un processus finalement assez récent qui ne remonte guère au-delà du XVIII^e siècle².
- 3 Tracer les contours d'une aire géographique offre surtout un moyen commode pour tenter de définir des populations et des sociétés complexes à saisir, au risque bien souvent de les essentialiser. L'Europe centrale, orientale et balkanique est en effet, sur le plan ethno-culturel, particulièrement diverse. Elle l'est d'ailleurs à toutes les échelles, de la plus petite – celle du pays ou de l'État –, à la plus grande – celle du village, de la ville ou du quartier. Les catégorisations, tentatives de délimitations et conceptualisations auxquelles se sont essayés, aux XIX^e et XX^e siècles, divers géographes, historiens et érudits allemands³, français⁴, mais aussi de nombreux intellectuels la région⁵ disent souvent davantage de leurs propres biais et de ceux d'une époque productrice de stéréotypes ou d'injonctions nationalistes et/ou idéologiques⁶. Ainsi, les notions françaises d'Europe de l'Est, d'Europe centrale et orientale ou d'Europe centre-orientale⁷ n'ont que peu d'équivalents avec leurs pendants germaniques. *Mittleuropa*, *Zentraleuropa* et *Ostmitteleuropa* sous-entendent davantage l'espace dans lequel s'exerce l'influence allemande. Les termes retenus sont par ailleurs systématiquement connotés, le plus souvent négativement en français et en anglais s'agissant de l'Europe de l'Est, de l'Europe orientale ou de l'Europe balkanique. Si, dans le vocable des acteurs locaux qui préfèrent parler d'Europe du Centre-Est⁸, de *Zwischeneuropa*, d'Europe du milieu ou de l'entre-deux, la description de cette réalité se veut plus objective, celle-ci n'est pas non plus exempte de partis pris. Ainsi, l'*Intermarium* (*Międzymorze*), qui envisageait dans l'entre-deux-guerres l'établissement d'une entité géopolitique reliant, selon les différentes versions de ce projet, les territoires compris entre l'Adriatique et la mer Noire et/ou entre la Méditerranée et l'Adriatique, reflétait les tendances d'une conception plus spécifiquement polonaise, affranchie des tutelles allemande et russe et même destinée à s'en prémunir. L'Europe centrale, orientale et balkanique prise dans son ensemble ne possède donc pas de limites géographiques claires et reconnues⁹.
- 4 Pour autant, si elle constitue un espace hétérogène, multiconfessionnel, multilinguistique et donc multiculturel, l'Europe centrale, orientale et balkanique possède aussi des héritages, notamment des trajectoires partagées et des dynamiques propres bien identifiables qui ont conduit certains historiens à retenir une approche aréale macro-régionale et à développer le concept d'Europe médiane. L'expérience du multiculturalisme constitue en effet un caractère essentiel de la région quand bien même les modifications des frontières intervenues à partir du début du XX^e siècle et les recompositions nationales brutales suscitées par et après la Seconde Guerre mondiale

ont contribué à amoindrir ce trait¹⁰. Parmi les grandes expériences collectives qu'il identifie, l'écrivain tchéco-français, opposant et transfuge, Milan Kundera cite notamment l'absence d'expansion coloniale, la présence de frontières mouvantes, l'inexistence d'une souveraineté continue et des influences extérieures fortes¹¹.

- 5 Longtemps considérée comme une marge, que ce soit au sein des empires monarchiques multi-ethniques du XIX^e siècle centrés sur Berlin, Vienne, voire Constantinople, ou à l'ère de la guerre froide polarisée par Moscou¹², cette région a progressivement retrouvé sa place dans une historiographie dynamique et renouvelée qui, grâce aux apports de l'histoire transnationale¹³, globale ou connectée, a perçu et mis en avant sa dimension de carrefour¹⁴, aidée en cela par l'intégration européenne et atlantiste intervenue à partir des années 1990¹⁵. Sous le nom plus générique et plus englobant d'Europe médiane, qui permet d'échapper à l'assignation périphérique, cet espace est schématiquement installé de la Baltique à l'Adriatique, entre les aires culturelles germanique et russe¹⁶.

Les mutations de l'Europe médiane pendant la période contemporaine : vers une nouvelle modernité politique ?

- 6 Le choix de la longue durée par l'extension du champ d'étude aux XIX^e et XX^e siècles permet de mettre en lumière les grandes inflexions chronologiques qui soumettent le politique et ses conditions d'organisation et de représentation à diverses mutations essentielles. L'émergence d'une société civile, c'est-à-dire d'une organisation civique établie à côté des cadres sociaux de l'activité économique, artisanale ou commerciale, mais également distincte de la sphère publique de l'État comme de la sphère privée, est un processus politique et historique qui se répand progressivement en Europe à partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle. Ce modèle duquel émerge progressivement, au XX^e siècle, sur des bases établies au XIX^e siècle, quelques timides expériences de démocratisation, notamment dans l'entre-deux-guerres, est par la suite fortement concurrencé par les totalitarismes et se trouve, depuis la transition intervenue au début des années 1990, en voie de dépassement, sous l'effet des transformations des relations entretenues entre l'État et les sociétés impulsées par le phénomène dit des « révolutions néo-conservatrices » qui touchent les pays de la zone¹⁷.
- 7 Cette nouvelle modernité politique précède, tout en les accompagnant, le développement du fait national, la démocratisation des sociétés, mais aussi l'émancipation progressive des populations. Par ailleurs, si l'Europe médiane a longtemps été considérée comme un espace unanimement livré aux passions identitaires¹⁸, les comportements politiques apparaissent bien plus complexes, notamment lorsque l'on agrandit l'échelle de l'analyse aux individus ou à des groupes plus restreints. Ainsi, le développement du concept d'« indifférence nationale » a permis de révéler les résistances longues à toute forme d'assignation nationale et est venu fortement nuancer l'idée d'une Europe toute entière prise d'une fièvre nationaliste à laquelle échappent en effet, on le sait désormais, de larges pans des sociétés contemporaines¹⁹.
- 8 Ces phénomènes complexes se déploient à proximité immédiate des acteurs. Ils sont donc pour cette raison mieux observables « à hauteur d'homme ». Pour affiner

l'analyse, ils peuvent et doivent être spatialisés à une plus grande échelle que régionale ou nationale. Les « lieux » où ils s'élaborent et à partir desquels ils se diffusent – échelle la plus grande sans pour autant être trop restrictive ou limitative – peuvent de la sorte constituer une porte d'entrée pertinente.

Qu'est-ce qu'un « lieu du politique » ?

- 9 Dans cette situation, comment définir ce que serait un « lieu du politique » ? La présence de la préposition « du » tend à conférer au simple « lieu politique » un rôle davantage déterminé, et de ce fait à l'affranchir d'une forme de neutralité induite par la nature inerte de tout espace indéterminé. Ce sont bien en effet les modalités de l'investissement dudit espace et son assignation à une fonction – un processus qui relève de choix conscients et qui est donc le fruit d'un contexte – qui lui confèrent cette dimension. Dans une acception davantage anthropologique qu'historique, le lieu du politique peut être compris hors de l'État comme une structure institutionnelle de toute nature, construite spatialement ou à la rigueur symboliquement, au sein duquel convergent des idéologies, mais aussi des pratiques²⁰.
- 10 Ainsi, à l'époque contemporaine, c'est-à-dire à partir de la fin du XVIII^e siècle et du début du XIX^e siècle, on assiste à un déplacement du politique depuis les cours et les palais princiers, royaux et impériaux vers d'autres lieux qui, à leur tour, produisent du politique. Le lent phénomène de démocratisation et d'émancipation des sociétés européennes – de façon nuancée et non homogène – tout au long des XIX^e et XX^e siècles et l'évolution – d'ailleurs non exempte de retours en arrière – vers des sociétés relativement plus acéphales conduisent à un éclatement sensible des espaces du politique et à des circulations nouvelles, du centre vers les périphéries et du sommet vers la base²¹. La pluralisation des lieux du politique est donc source d'une intense politisation de couches de plus en plus larges des populations et contribue à l'établissement progressif, au XIX^e et au XX^e siècles, de ce que Gabriel Tarde et Jürgen Habermas ont respectivement qualifié de « l'ère des publics » et de « l'espace public », c'est-à-dire d'une sphère publique comme un espace d'affrontements encadré et d'apaisement des radicalités grâce, notamment, au développement de lieux de débats dédiés (presse ou assemblées).
- 11 Aussi, les lieux par essence politiques que peuvent être les enceintes parlementaires ou les sièges des gouvernements – tels par exemple le parlement hongrois à Budapest (*Országház*), la « maison du Peuple » (*Casa Poporului*) ou palais du Parlement (*Palatul Parlamentului*) à Bucarest, le palais Koniecpolski et le palais du Belvédère à Varsovie, le palais Grassalkovitch et le château de Bratislava (*Bratislavský hrad* ou *Pozsonyi vár*) ou encore le château de Prague (*Pražský hrad*) – n'épuisent pas à eux seuls la définition de ce que sont les lieux du politique. Les sociétés et les clubs, les congrès et sièges des partis politiques ou des syndicats, les salles de presse des rédactions des journaux, les enceintes sportives, la rue ou les places de village, les écoles et universités..., tous ces lieux tendent à s'affirmer comme des espaces de revendication, de mobilisation, d'animation et de production d'une intense activité politique.

Le « lieu » comme outil de réinvestissement historiographique

- 12 S'intéresser au « lieu » est utile et fécond puisque l'analyse à cette échelle permet de dépasser le débat étroit sur les limites régionales de l'Europe médiane évoqué plus haut. De l'autre côté du spectre, il offre aussi la possibilité de faire éclater le cadre national qui enferme encore souvent une historiographique centre-européenne où le renouveau de l'histoire politique – irrigué par la sociologie, l'anthropologie ou encore la science politique – n'a finalement qu'assez peu pénétré, à l'exception notable de l'examen des enjeux de mémoire, qui reste néanmoins étroitement associé à la construction des identités nationales et à leur promotion à des fins souvent politiques²².
- 13 L'étude des « lieux du politique » offre ainsi l'opportunité de diversifier les approches disciplinaires, d'investir d'autres champs de l'histoire que la seule histoire politique – telle l'histoire matérielle –, et d'opérer des comparaisons entre les pays, les époques et donc les contextes. En passant par les lieux, on entre de plain-pied dans une histoire des sociabilités qui offre immédiatement la possibilité de toucher du doigt une histoire sociale du politique.
- 14 Considérant que le lieu porte une charge symbolique et confère une autorité et une légitimité à la parole publique, que sa configuration concrète et matérielle fait sens, celui-là a d'abord été considéré dans sa dimension institutionnelle. Pour autant, le territoire du politique et de ses acteurs n'en est pas moins mouvant et offre la possibilité de démultiplier les approches, ce à quoi cherche à s'employer ce dossier.

La mise en perspective du « lieu »

- 15 Au regard de la spécificité de la zone géographique considérée dans ce dossier, peut-on observer ou identifier une ou des singularités des lieux du politique qui s'inscrivent dans cet espace ? La manière dont ils sont investis par les contemporains revêt-elle ces mêmes caractères ? Au-delà des représentations ou des clichés véhiculés par les observateurs ou commentateurs venus d'Europe occidentale, peut-on distinguer, et dans l'affirmative à quelle échelle, une cohérence régionale ou infrarégionale dans l'usage des lieux du politique par les acteurs ?
- 16 Afin d'éclairer ces questionnements, les articles du dossier ont pour objet, d'une part la dimension strictement spatiale de l'expression des cultures et sociabilités politiques de la région – à travers les assemblées délibérantes et leurs animateurs aux échelles nationale et locale, les modalités de l'appropriation et de la mobilisation de l'espace (notamment urbain), les conférences et grands congrès nationaux –, et d'autre part les représentations, les idéologies ou encore les pratiques induites par l'investissement de structures toujours institutionnelles, mais de nature plus diverses. Le choix et l'ordonnement des articles ont par ailleurs comme ambition de traiter de divers ensembles ethnoculturels de la région (hongrois, roumain, slovène, tchèque) et de mettre en évidence les grandes scissions chronologiques et la profondeur du champ d'analyse qu'apportent les diverses temporalités que l'on peut distinguer : le premier XIX^e siècle, les indépendances de l'entre-deux-guerres, et enfin les expériences fasciste puis communiste.

- 17 Ainsi, Géza Szász, professeur à l'Université de Szeged, propose un article consacré à la Hongrie d'avant 1848 qui s'intéresse aux mutations intervenant au cours d'un premier XIX^e siècle marqué par l'amorce de la pluralisation des lieux du politique. Il s'y emploie en montrant de quelle façon ont été perçus par les voyageurs étrangers – notamment français – les débats au sein des assemblées de niveau inférieur que sont les diétines des comitats, entre simples descriptions de ces lieux de réunion et jugements de valeur sur le fond de ces échanges monopolisés par une élite aristocratique locale. L'auteur relève d'abord que ces assemblées locales suscitent l'intérêt et l'attention des observateurs extérieurs. Si les clichés ne sont naturellement pas absents de ces descriptions, l'examen de l'activité de ces lieux particuliers participent d'une meilleure et d'une plus fine identification de la Hongrie de l'ère des réformes comme une entité politique engagée sur le chemin d'une forme d'émancipation.
- 18 Jakub Štofanič, chercheur à l'Institut Masaryk et professeur à l'Université Charles de Prague, investit pour sa part un lieu du politique construit de toute pièce dans le contexte des indépendances intervenues en Europe médiane après la Première Guerre mondiale, à travers l'étude du château de Prague. Symbole de la souveraineté de la Tchécoslovaquie, son aménagement constitue à lui seul une allégorie de la construction nationale du nouvel État indépendant. Il n'est toutefois pas exempt d'une forme de confiscation idéologique et partisane par son promoteur, le président de la République Tomáš Masaryk, qui en fait aussi le centre d'un réseau d'influence et de pouvoir personnel.
- 19 Traian Sandu, professeur agrégé à l'Université Sorbonne Nouvelle Paris 3 et Iris Pupella-Noguès, doctorante à l'Université Paris-Est et à l'Université de Trieste, s'intéressent pour leur part à l'expérience fasciste qui, du début des années 1920 à la fin de la Seconde Guerre mondiale, imprègne largement l'ensemble de la région. Traian Sandu procède à l'examen de plusieurs des lieux du politique emblématiques du fascisme roumain, en premier lieu le « nid », c'est-à-dire cette cellule locale aux effectifs souvent réduits et dotée d'une certaine autonomie qui anime et structure la Garde de Fer de Corneliu Zelea Codreanu, puis les camps de travail et enfin les sièges du mouvement. S'intéressant à l'organisation concrète de ces lieux, l'auteur donne à voir comment le mouvement fasciste roumain théorise son action grâce aux espaces de mobilisation qu'il investit. Iris Pupella-Noguès étudie quant à elle la structuration de l'espace dans la ville de Trieste afin de réaliser une histoire politique de l'architecture fasciste dans une ville frontière mise au service de l'irréductibilisme italien. Constatant qu'il est malaisé de définir une architecture authentiquement fasciste, l'auteure montre surtout son évolution au service de la recherche de l'adhésion des masses à un projet politique. Ce dernier – et notamment l'italianisation du territoire qu'il porte en lui – suscite toutefois de fortes résistances locales.
- 20 Enfin, Jérémy Floutier, doctorant à l'Université de Szeged et à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, centre son propos sur la Hongrie et la Roumanie de l'après Seconde Guerre mondiale. Il procède à un pas de côté en s'affranchissant du lieu dans sa dimension spatiale afin de s'intéresser à un lieu du politique sensiblement différent : les manuels scolaires publiés dans ces deux pays pendant la période communiste, de 1945 à 1990. Il montre comment deux pays communistes, « frères » et néanmoins rivaux, utilisent les manuels scolaires comme un outil de production privilégié de la mémoire nationale, mais aussi d'un discours politique fluctuant, mis au service d'un récit idéologique et d'un agenda nationaliste²³.

- 21 Au regard des textes qui le composent, ce dossier doit être considéré comme une invitation à poursuivre les investigations autour de questionnements seulement esquissés, voire non traités ici, tels celui des minorités ou encore du genre. Certaines pistes de recherches actuellement explorées ou en cours d'exploration pourraient certainement venir alimenter cette réflexion sur la spatialisation de l'action politique par l'investissement de certains lieux ou espaces régionaux. Citons simplement, à titre d'exemples, sans exclusive ni souci d'exhaustivité, l'activisme des organisations féministes d'Europe centrale et orientale dans l'entre-deux-guerres²⁴ ou encore l'histoire par l'image du syndicat *Solidarność* au sein des chantiers navals de Gdańsk dans la Pologne communiste des années 1980²⁵.

NOTES

1. Le 17 février 2003, à Bruxelles, dans le contexte de la crise diplomatique sévère opposant les États-Unis à la France à l'égard de la posture à tenir vis-à-vis de l'Irak, le président de la République française, Jacques Chirac, avait affirmé que les pays européens candidats à l'adhésion qui s'étaient solidarisés avec Washington s'étaient « comportés avec une certaine légèreté », n'avaient pas eu « un comportement bien responsable », n'avait pas été « très bien élevé[s] » et avaient en fin de compte « manqué une bonne occasion de se taire ».

2. Sur le cheminement intellectuel qui conduit à la distinction entre Europe de l'Ouest et Europe de l'Est, voir Larry Wolff, *Inventing Eastern Europe. The Map of Civilization on the Mind of the Enlightenment*, Stanford, Stanford University Press, 1994. Voir aussi l'introduction et le premier chapitre dans Marie-Madeleine de Cevins (dir.), *Démystifier l'Europe centrale. Bohême, Hongrie et Pologne du VII^e au XVI^e siècle*, Paris, Passés composés, 2021.

3. Joseph Partsch, *Central Europe*, Londres, William Heinemann, 1903 ; Friedrich Naumann, *Mitteleuropa*, Berlin, Reimer, 1915 ; Robert Sieger, Albrecht Penck, « Zwischeneuropa? », *Zeitschrift der Gesellschaft für Erdkunde zu Berlin*, n° 3, 1916, p. 177-180 ; Klaus Zernack, *Eine Einführung in seine Geschichte*, Munich, Beck, 1977 ; Werner Conze, *Ostmitteleuropa. Von der Spätantike bis zum 18. Jahrhundert*, Munich, Beck, 1992.

4. Auguste Himly, *Histoire de la formation territoriale des États de l'Europe centrale*, 2 vol., Paris, Hachette, 1876 ; Élisée Reclus, *Nouvelle géographie universelle. La terre et les hommes*, t. I : *L'Europe méridionale (Grèce, Turquie, Roumanie, Italie, Espagne et Portugal)*, t. III : *L'Europe centrale (Suisse, Austro-Hongrie, Allemagne)*, Paris, Hachette, 1876-1878.

5. Oskar Halecki, « L'histoire de l'Europe orientale. Sa division en époques, son milieu géographique et ses problèmes fondamentaux », dans *La Pologne au V^e Congrès international des sciences historiques, Bruxelles, 1923*, Varsovie, Comité national polonais, 1924, p. 73-94 ; du même auteur « Qu'est que l'Europe Orientale ? », *Bulletin d'information des sciences historiques en Europe Orientale*, n° 6, 1934, p. 82-93 ; Czesław Miłosz, *Une autre Europe*, Paris, Gallimard, 1964 ; Jenő Szűcs, *Les trois Europes*, préface de Fernand Braudel, Paris, L'Harmattan, 1985 ; István Bibó, *Misère des petits États d'Europe de l'Est*, Paris, L'Harmattan, 1986 ; Jerzy Kłoczowski, *East Central Europe in the historiography of the countries of the region*, Lublin, Institute of East Central Europe, 1995.

6. Une utile mise au point sur ces débats peut être lue sous la plume de Jörg Hackmann, « The end of “East Central Europe” and the return of “Europe in-between” », *Baltic Worlds*, 2021, n° 1-2, p. 33-43.

7. Antoine Marès, « La vision française de l'Europe centrale du XIX^e au XX^e siècle », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, 7, 1991.
8. Voir notamment l'ouvrage collectif franco-polonais paru l'année du cinquième élargissement de l'Union européenne : Marie-Elizabeth Ducreux, Daniel Beauvois, Henryk Samsonowicz, Jerzy Kloczowski, Piotr Wandycz, Natalia Aleksion (dir.), *Histoire de l'Europe du Centre-Est*, Paris, Presses universitaires de France, 2004.
9. La question a sans surprise été puissamment repoussée au moment de l'effondrement du système communiste. Voir notamment Karel Bartosek, « La renaissance de l'Europe centrale », *La Nouvelle Alternative*, n° 8, 1987 ; le numéro spécial de la revue *Daedalus*, « Eastern Europe... Central Europe... Europe », vol. 119, n° 1, hiver 1990 ; Violette Rey, « Après l'Europe de l'Est ? », *L'Espace géographique*, vol. 19-20, n° 1, 1990, p. 79-90.
10. Tony Judt, *Après-Guerre. Une histoire de l'Europe depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2007 ; Timothy Snyder, *Terres de sang. L'Europe entre Hitler et Staline*, Paris, Gallimard, 2012.
11. Cité par Joanna Nowicki, « Les différences de réalités et de perceptions entre Européens de l'Est et de l'Ouest », dans Antoine Arjakovsky (dir.), *Histoire de la conscience européenne*, Paris, Éditions Salvator, Collège des Bernardins, 2016.
12. Nous nous permettons ici de renvoyer à Matthieu Boisdrion, Krisztián Bene (dir.), *Marges impériales en dialogue. Échanges, transferts, interactions et influences croisés entre les espaces postcoloniaux francophones et la périphérie soviétique européenne dans la seconde moitié du XX^e siècle*, Codex / Pécsi Tudományegyetem, 2022.
13. Paul Gradwohl (dir.), *L'Europe médiane au XX^e siècle. Fractures, décompositions - recompositions - surcompositions*, Prague, CEFRES, 2011.
14. Antoine Marès aime à considérer l'Europe médiane comme un « sismographe » de l'histoire européenne. Pour une synthèse, voir notamment Paul Gradwohl, Antoine Marès, « Enjeux historiques de l'approche de l'Europe médiane », *Monde(s)*, vol. 14, n° 2, 2018, pp. 7-30. Voir aussi Antoine Marès, Alain Soubigou, *L'Europe centrale dans l'Europe du XX^e siècle*, Paris, Ellipses, 2017.
15. Catherine Horel, *Cette Europe qu'on dit centrale. Des Habsbourg à l'intégration européenne, 1815-2004*, Paris, Beauchesne, 2009. Voir aussi Michel Foucher, *Fragments d'Europe*, Paris, Fayard, 1993.
16. Il regrouperait donc, à grands traits, la Finlande, les trois pays Baltes (Estonie, Lettonie, Lituanie), le Bélarus, la Pologne, l'Ukraine, la Tchéquie, la Slovaquie, la Hongrie, la Roumanie, la Moldavie, la Bulgarie, les pays des Balkans occidentaux (Macédoine, Albanie, Monténégro, Kosovo, Serbie, Bosnie-Herzégovine, Croatie et Slovénie) et la Grèce.
17. Maurice Barbier, *La modernité politique*, Paris, Presses universitaires de France, 2000 ; Frédéric Zalewski, Jérôme Heurtaux (dir.), *Introduction à l'Europe post-communiste*, Bruxelles, De Boeck, 2012 ; Frédéric Zalewski (dir.), « Révolutions conservatrices en Europe centrale et orientale », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 47, n° 4, 2016.
18. Antonela Capelle-Pogacean, « Minorités et citoyenneté en Europe médiane », dans Jean-Claude Scholsem (dir.), *Les minorités, un défi pour les États*, Bruxelles, Académie royale de Belgique, 2012, p. 157-172.
19. Tara Zahra, « Imagined Noncommunities: National Indifference as a Category of Analysis », *Slavic Review*, 2010, 69/1, pp. 93-119. Voir aussi Morgane Labbé, *La nationalité, une histoire de chiffres. Politique et statistique en Europe centrale (1848-1919)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2019.
20. Voir notamment : John Agnew, « Les lieux contre la sociologie politique », *Espaces Temps*, n° 43-44, 1990, dossier dirigé par Jacques Lévy : « Pouvoir, l'esprit des lieux. Visiter l'espace du politique », pp. 87-94 ; Mariella Pandolfi, Marc Abélès, « Présentation : politiques jeux d'espaces », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 26, n° 1, 2002, pp. 5-9 ; Astrid von Busekist, *Penser la politique. Enjeux et défis contemporains*, Paris, Presses de Sciences Po, 2018 et notamment le chapitre 3 « Les lieux du politique », p. 65-97.

21. Pour une réflexion anthropologique plus large et désormais classique sur la place attribuée aux acteurs dans la hiérarchie politique au sein d'une société acéphale à travers le prisme du système politique des Ochollo en Éthiopie méridionale, voir Marc Abélès, *Le lieu du politique*, Paris, Société d'ethnographie, 1983.
22. Antoine Marès (dir.), *Lieux de mémoire en Europe médiane*, Paris, Institut national des langues et civilisations orientales (Inalco), 1999 ; Daniel Baric, Jacques Le Rider, Drago Rokсандić (dir.), *Mémoire et histoire en Europe centrale et orientale*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2010 ; Małgorzata Pakier, Joanna Wawrzyniak, *Memory and change in Europe: Eastern perspectives*, New York, Oxford, Berghahn books, 2016.
23. À l'initiative de la Société française d'histoire politique (SFHPo), et avec l'appui de plusieurs partenaires scientifiques et académiques, une journée d'étude intitulée « Les lieux du politique en Europe centrale, orientale et balkanique, 1790-1990 » a été organisée le vendredi 20 mai 2022 à la maison de la recherche de l'Institut national des langues et civilisations orientales (INALCO), rue de Lille, à Paris avec l'appui de l'EA 2291 de Paris 3 Sorbonne Nouvelle « Intégration et coopération dans l'espace européen » (ICEE), le Centre de recherche Europes-Eurasie (CREE) de l'Inalco, le Centre interuniversitaire d'études hongroises et finlandaises (CIEH-CIEFI), la Société française pour les études russes et est-européennes en sciences sociales (SFERES) et le GDR « Connaissance de l'Europe médiane ». Le dossier de ce numéro d'*Histoire@Politique* rassemble quelques-unes des contributions présentées lors de cette manifestation scientifique. À celles-là ont été adjoints d'autres textes, plus spécifiquement collectés dans le cadre du présent dossier.
24. Maria Bucur, Katerina Dalakoura, Krassimira Daskalova, Gabriela Dudeková Kováčová, « Special Forum: The Little Entente of Women: Transnational Feminist Networks and National Politics in Interwar Europe », *Aspasia*, vol. 16, n° 1, juin 2022.
25. Ania Szczepańska, *Une histoire visuelle de Solidarność*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2021.

RÉSUMÉS

Ce dossier consacré aux lieux du politique dans l'Europe médiane des XIX^e et XX^e siècles entend questionner, sur la longue durée, les modalités de politisation des espaces. Il interroge la pluralisation progressive de ces « lieux du politique » ainsi que les formes et les évolutions de leur appropriation par les acteurs, au regard des grandes scissions chronologiques qui structurent l'histoire contemporaine de la région considérée.

Dedicated to the sites of politics of Central Europe in the 19th and 20th centuries, this special issue will investigate how spaces are politicized over the long term. It will also examine the progressive pluralization of these “sites of politics,” as well as the form and evolution of their appropriation by various actors, with regard to the major chronological moments that punctuated the contemporary history of the region in question.

INDEX

Keywords : Central Europe, sites of politics, 19th century, 20th century, society

Mots-clés : Europe médiane, lieu du politique, politique, XIXe siècle, XXe siècle, sociétés

AUTEUR

MATTHIEU BOISDRON

Matthieu Boisdron est docteur de Sorbonne Université (2020) et chargé d'enseignement à Nantes Université. Ses recherches portent sur l'histoire politique de la France au XX^e siècle et l'histoire des relations internationales européennes à la même période, notamment celle de l'Europe centrale, orientale et balkanique. Auteur de plusieurs ouvrages et articles sur la région, il a récemment codirigé la publication de deux dossiers spéciaux de revues : « S'allier à l'Est. Militaires et diplomates face aux fluctuations du système européen (1917-1938) », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, n° 288, 2022/4, et « Repenser la Petite Entente. Acteurs et pratiques d'une coalition du temps de paix », *20&21. Revue d'histoire*, n° 152, 2021/4. Ainsi que celle de l'ouvrage collectif *Marges impériales en dialogue. Échanges, transferts, interactions et influences croisés entre les espaces postcoloniaux francophones et la périphérie soviétique européenne dans la seconde moitié du XX^e siècle* (2022).